

# Le désaccord entre l'école et les familles populaires

Pierre Périer (IUFM de Bretagne, CRÉAD)

**A**près avoir été longtemps tenus éloignés de l'institution scolaire, les parents ont été progressivement conduits à s'investir dans la scolarité de leurs enfants, à se convertir au rôle de parent d'élèves et de partenaire de l'école. Qu'en est-il des parents de milieux populaires ?

Pour cette recherche nous avons rencontré une cinquantaine de parents des couches populaires (dont une partie issue de l'immigration ou d'origine étrangère). Dans les entretiens ils se sont montrés disposés à croire en l'école et à la réussite sociale par l'école. Mais leur manière d'exprimer leur intérêt pour l'école comme leur investissement dans la scolarité de leurs enfants ne semblent pas adaptés à ce que l'école attend et reconnaît. Il se peut même que cet intérêt et cet investissement ne soient pas perçus par les agents de l'institution scolaire. Ainsi, entre les familles populaires et l'école, plus largement qu'un malentendu (qui pourrait être surmonté), il existe, sous certains aspects, une véritable confrontation symbolique : un différend. Nous avons analysé ce différend et ses effets sous trois angles principaux.

En premier lieu nous avons constaté que l'acculturation des familles populaires au monde scolaire ne se traduit pas par un abandon des valeurs propres à leur milieu mais par des formes d'hybridation entre des normes et références plus ou moins compatibles, les leurs et celles de l'école. Ainsi, les familles ont des attentes d'ordre moral et éducatif qui ne trouveront pas toujours l'écho souhaité à l'école. Les parents de milieux populaires ont une vision jugée conservatrice voire passiviste de l'école. D'aucuns réclament, par exemple, le port de la blouse. Pour eux certains principes : l'autorité des



Sociologue, maître de conférences à l'IUFM de Bretagne et chercheur au CRÉAD (Centre de recherches en éducation, apprentissages et didactiques), **Pierre Périer** est l'auteur de l'ouvrage *École et familles populaires. Sociologie d'un différend*, édité par les Presses universitaires de Rennes, postface de J.-M. de Queiroz.

enseignants, la discipline collective, l'équité de traitement entre les élèves, etc. sont essentiels pour la sécurité et le devenir scolaire de leurs enfants.

Le second angle d'analyse montre que le différend se niche aussi dans l'inégalité du partenariat entre l'école et les familles populaires. L'égalité de statut entre les parents et les agents de l'école associés dans une démarche de co-éducation n'est qu'apparente : les dispositions et ressources culturelles requises pour se faire reconnaître comme partenaire (langage, connaissance du système éducatif, compréhension des attentes de rôles...) sont très inégales. Cela engendre l'exclusion ou la stigmatisation de ceux que l'école voudrait rencontrer davantage. De plus, la figure des parents « non-partenaires » nourrit les accusations de « démission éducative » ou de « désintérêt scolaire » des familles populaires. À rebours de cette représentation, trois logiques sont identifiées chez les familles populaires : une logique de confiance qui peut se retourner en un sentiment d'injustice face à des situations scolaires trop compromises ou des sanctions et verdicts sans appel ; une logique de critique ou de revendications que l'idéologie du partenariat tend à écarter ; une logique de

défense individuelle et familiale, lorsque les jugements scolaires qui affectent l'estime et l'image de soi risquent de blesser une identité et une dignité déjà mises à mal.

Quant au troisième angle d'analyse, il pose la question de l'orientation telle qu'elle est vue par les familles populaires. Loin des comportements stratégiques et des conduites d'anticipation, celles-ci s'en remettent plus précocement à l'école et surtout au choix de l'enfant : elles ont tendance à lui confier la responsabilité d'une décision dont elles ne voudraient surtout pas qu'elle leur soit ultérieurement reprochée. Sans repères scolaires ni même professionnels, les familles populaires sont sans légitimité pour éclairer les choix. S'ouvre alors un espace d'incertitudes et peut-être de perte de pouvoir parental, en rupture avec les modèles d'insertion que les parents ont connus. Dans les fractions populaires les moins fragilisées, une forte mobilisation, faite d'espérances et de renoncements mêlés, se déploie. Les migrations résidentielles ou scolaires, les sacrifices financiers, la persévérance face au doute ou à la difficulté, la reformulation identitaire engendrée par le « succès » scolaire sont autant de signes d'un investissement pour conquérir la vie « normale » que d'autres tiennent pour acquise.

Par ces analyses, cette recherche vise à apporter les éléments d'une réflexion pour surmonter le différend et, au-delà, engager les familles et l'école vers un nouveau compromis plus proche des intérêts populaires. ■

INRP, Lyon, mercredi 5 avril 2006

Journée d'étude du centre Alain Savary

Les parcours personnalisés :  
quels enjeux, quelles pratiques, quelles questions ?

Renseignements : tél. 04 72 76 62 37